



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réglementation

Question au Gouvernement n° 2205

Texte de la question

POLITIQUE DU TRAVAIL

**M. le président.** La parole est à M. Jean-Charles Taugourdeau, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Jean-Charles Taugourdeau.** Monsieur le Premier ministre, vendredi dernier vous êtes allé traire les vaches en Savoie. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Ce désormais célèbre stage rural me conduit à émettre le vœu qu'il vous ait converti au bon sens paysan qui manque si cruellement à la réglementation française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous avez côtoyé des agriculteurs, entrepreneurs indépendants qui sont de plus en plus contraints par une administration elle-même obligée d'appliquer des règles et normes qui ne sont pas toujours d'origine législative.

Je ne sais pas comment votre ministre du travail compte s'y prendre pour contrôler les chômeurs, mais il sait si bien contrôler ceux qui travaillent qu'il les décourage d'embaucher.

En France, on emmerde que ceux qui travaillent, alors que je croyais naïvement que le ministre du travail était là pour défendre le travail !

En fait il défend de travailler trop, de travailler trop tôt, de travailler trop tard, de travailler trop jeune, de travailler trop vieux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Mais il y a beaucoup plus grave, voire carrément abject, quand un inspecteur du travail, Gérard Filoche en l'occurrence, ose des propos insupportables, inadmissibles à l'encontre de Christophe de Margerie, tragiquement disparu cette nuit dans l'exercice de son métier. Faites que le parti socialiste réagisse vite : que Filoche soit exclu du bureau national du PS, si vous ne voulez pas porter à jamais l'étiquette « Je déteste les chefs d'entreprise ». (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous charger votre gouvernement « pro business » de libérer et d'honorer enfin le travail ? Quand va-t-on enfin en France respecter et honorer ceux qui travaillent ? Quand allez-vous cesser de traire ceux qui prennent tous les risques pour financer le fonctionnement de la société française ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Guy Geoffroy.** Votre majorité s'effiloche !

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Honnêtement je ne sais pas par quel bout prendre votre question, tant elle est désordonnée et incohérente.

**Un député du groupe SRC .** Ce n'est pas une question, c'est de la bouillie !

**M. Manuel Valls, Premier ministre .** La politique menée par ce gouvernement n'a rien à voir avec la caricature que vous venez d'en faire, comme le prouve l'examen du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, présenté par le ministre de l'agriculture, qui visite aujourd'hui, aux côtés du Président de la République, le salon de l'industrie agroalimentaire en France. Ce débat a en effet permis de dégager de nombreuses convergences sur tous ces bancs, loin de propos aussi caricaturaux.

Il nous faut être aux côtés de notre agriculture, de nos agriculteurs, de nos éleveurs, de nos paysans qui souffrent. Nous devons les aider à traverser la crise économique, sociale, voire morale qu'ils traversent selon leurs propres propos par des politiques d'aides publiques, la réorientation de la politique agricole commune - nous avons obtenu des succès dans ce domaine, vous le savez parfaitement - par une politique d'aménagement du territoire. Tel est le sens des Assises nationales de la ruralité : assurer un équilibre au profit de territoire qui connaît depuis longtemps un sentiment d'abandon et d'absence de protection. (*« Et Filoche ? » sur les bancs du groupe UMP.*)

Plutôt que de nous livrer à de telles caricatures, essayons ensemble de répondre à cette détresse, tout en valorisant les excellentes performances de nos filières agroalimentaires, qui tirent l'économie par le haut et sont au cœur de nos exportations. (*Mêmes mouvements sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous avez, monsieur le député, évoqué des propos insupportables publiés cet après-midi même. Emmanuel Macron a eu l'occasion de rappeler le sentiment qui était celui du Gouvernement et du Président de la République, et qui est partagé par beaucoup d'entre vous, à propos de la mort tragique de Christophe de Margerie.

Pour beaucoup d'entre nous il était d'abord un ami, et cela compte. Il était surtout un grand chef d'entreprise, qui avait sur tiré Total vers le haut et préparé la société à la modernité, notamment à la transition énergétique.

Il était le visage de cette entreprise, qui est aussi une des grandes marques françaises.

Face au décès d'un homme dans des conditions aussi tragiques – nous avons une pensée pour son épouse, pour ses enfants, pour sa mère, pour ses proches, et pour tous les salariés de Total, qui sont particulièrement affectés –, quels qu'aient pu être son parcours et les désaccords qui ont pu exister avec lui, il n'y a qu'une attitude possible : la dignité. Tous ceux qui tiennent des propos qui ne sont pas de ceux qu'on peut prononcer à l'encontre d'un homme qui vient de disparaître, ne méritent pas d'appartenir à la grande formation républicaine qui est la mienne. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP et sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Charles Taugourdeau](#)

**Circonscription :** Maine-et-Loire (3<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2205

**Rubrique :** Travail

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée au JO le :** [22 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 octobre 2014](#)